



Investir dans le capital humain et social : Les nouveaux enjeux

NOTES DE RÉFLEXION

Réunion ministérielle de l'OCDE
sur l'éducation
Paris, 4-5 novembre 2010



Thème 4

Renforcer les retombées sociales de l'éducation

La problématique

La récession économique a eu de lourdes conséquences sociales : accroissement des taux de chômage, en particulier chez les jeunes et les segments les plus vulnérables de la population active, risque accru de pauvreté et d'exclusion sociale, tensions sociales plus fortes et cohésion sociale affaiblie. Les pouvoirs publics mettent au point des politiques de l'emploi et des politiques sociales visant à surmonter ces difficultés, mais dans ce contexte, il est également utile d'examiner la contribution que l'instruction peut apporter au progrès social.

L'éducation est un moteur essentiel et un catalyseur du bien-être et du progrès social. Les résultats du projet de l'OCDE sur les retombées sociales de l'enseignement donnent à penser que le niveau d'instruction peut avoir une influence bénéfique profonde sur de nombreux aspects de la vie des gens. Par ailleurs, les faits dont on dispose montrent que l'éducation compte parmi les options les plus efficaces pour améliorer certains des indicateurs clés du progrès social, tels qu'une meilleure santé, une citoyenneté plus active et des taux de criminalité inférieurs.

Les enjeux

Il existe de nombreuses études sur la façon dont l'enseignement et la formation contribuent à renforcer le capital humain (connaissances et compétences) d'une nation et la façon dont le capital humain contribue à la croissance économique et au bien-être. Au cours des dernières décennies, la recherche s'est également intéressée aux retombées non économiques de l'instruction, par exemple sur la santé ou la cohésion sociale. Le développement et la préservation d'un enseignement de qualité, la santé, les réseaux sociaux et la confiance sont considérés comme des objectifs importants en soi. L'expression « capital social » se rapporte aux règles, aux valeurs et aux réseaux qui facilitent la coopération et la confiance mutuelle au sein de la société. Des liens et des interactions très étroits unissent le capital humain et le capital social, comme en témoigne le choix des *indicateurs* du bien-être et du progrès social adoptés dans des initiatives mondiales telles que le projet de l'OCDE sur la mesure du progrès social.

Le capital humain et le capital social sont également des moteurs essentiels du progrès social. Les connaissances, les compétences, les valeurs, les règles et les réseaux ont une influence considérable sur le comportement social et la cohésion des groupes et de la société dans son ensemble. Ainsi, les faits semblent indiquer que le capital humain et social au niveau individuel améliore non seulement les résultats sur le front de l'emploi, mais aussi la santé, la citoyenneté, l'engagement politique, la confiance et la tolérance. Les personnes sont moins susceptibles d'adopter des comportements dangereux

pour leur santé et plus enclins à accorder leur confiance aux autres lorsqu'ils sont entourés de personnes ayant un haut niveau de capital humain (en raison des effets cumulés des niveaux d'instruction). Les réseaux sociaux jouent un rôle important pour surmonter les problèmes de santé tels que la dépression ou les pathologies mentales, et pourraient également réduire l'incidence des comportements dangereux, notamment des actes criminels.

Le capital humain et social se construit tout au long de la vie à travers différents types d'activités d'*apprentissage*. L'enseignement formel et non formel, qui se déroule dans des cadres et des établissements éducatifs, est un générateur très puissant de capital humain et social. L'éducation joue un rôle central en renforçant les compétences et en façonnant les règles et les habitudes. Elle est importante car elle aide les individus à prendre des décisions en toute connaissance de cause en améliorant leur niveau de savoir, leurs compétences de base et leurs aptitudes sociales, en confortant leurs attitudes face aux risques, leur capacité d'adaptation et la perception qu'ils ont de leurs propres capacités. Les retombées de l'instruction vont bien au-delà des résultats immédiats associés aux objectifs scolaires explicitement définis. Les environnements pédagogiques contribuent aussi aux retombées sociales à travers les activités extrascolaires, l'accès à des situations particulières et en modelant les règles et les comportements. Les connaissances, les compétences, les règles et les habitudes acquises pendant la formation ont des effets externes dans de nombreux aspects de la vie. Dans la société moderne, l'éducation est l'un des moyens les plus efficaces d'améliorer les résultats d'ordre social et de favoriser le progrès social.

Du point de vue de l'action publique, la question est donc de savoir comment améliorer et renforcer *l'incidence bénéfique de l'éducation*. Les établissements scolaires peuvent encourager une citoyenneté active grâce à des activités scolaires et extrascolaires qui mettent l'accent sur un apprentissage contextualisé dans lequel les élèves apprennent la « démocratie en action » à travers des actions collectives. Une citoyenneté active peut être encouragée dans un climat en classe ouvert, dans lequel les élèves se sentent libres de participer aux discussions. L'éducation est également importante au sens où elle offre l'accès à des contextes permettant de progresser – par exemple, un meilleur emploi, un quartier sûr, des réseaux sociaux. Les établissements scolaires peuvent également favoriser des modes de vie et régimes alimentaires sains en encourageant les activités extrascolaires et en améliorant l'accès des élèves à une alimentation plus saine dans les cantines et distributeurs automatiques.

Dans leur rôle en faveur de la socialisation, les établissements scolaires renforcent les règles et les valeurs déjà transmises par les *familles et la collectivité*. La famille occupe une fonction essentielle dans le développement des compétences cognitives et non cognitives pendant la petite enfance. Plus tôt et mieux les enfants apprendront ces compétences cognitives et non cognitives au sein de leur famille, plus ils seront susceptibles de les approfondir plus tard. Les faits donnent à penser que les enfants de milieux défavorisés (c'est-à-dire ceux dont les parents ont un statut socioéconomique faible) sont moins susceptibles de développer des compétences essentielles avant leur entrée à l'école obligatoire. Ces handicaps précoces s'aggravent souvent par la suite, car les enfants ayant des compétences moins développées ont généralement du mal à les consolider plus tard. Pour briser cette tendance naturelle à la perpétuation des inégalités d'une génération à l'autre, il est souhaitable que le système éducatif cible les groupes défavorisés à un stade précoce.

Réponses politiques

Si l'éducation a une influence aussi profonde sur le progrès social, quels moyens d'action peuvent être utilisés pour en renforcer les retombées sociales positives, par exemple sur la santé et la citoyenneté ? À partir des données probantes disponibles, les dirigeants peuvent envisager un certain nombre d'options possibles. Les investissements dans ces actions peuvent avoir des retombées considérables, en termes de santé, de cohésion sociale et de renforcement de la démocratie.

Investir dans le développement des compétences clés: les faits semblent indiquer que l'investissement dans les *savoirs élémentaires* et les *compétences cognitives de haut niveau* contribue à améliorer la santé (par exemple, obésité, santé mentale et abus d'alcool) ainsi que l'engagement social (citoyenneté, intérêt pour la politique et confiance, par exemple). En outre, on sait que les *caractéristiques non cognitives*, telles que la perception des capacités personnelles et l'aptitude à vivre en société, sont étroitement associées à une citoyenneté plus active et à l'adoption de comportements sains.

Améliorer les programmes scolaires et l'environnement pédagogique : il apparaît important de limiter l'enseignement d'informations abstraites dans les programmes et d'adopter des activités plus participatives et des activités extrascolaires qui mobilisent les élèves. Par exemple, *l'apprentissage contextualisé* aide à promouvoir une citoyenneté active, tandis que les *activités sportives hors programme* favorisent les modes de vie sains. Par ailleurs, le climat à l'école et dans la classe compte aussi. Les établissements scolaires auraient tout intérêt à définir des principes et des règles de participation démocratique grâce à un environnement ouvert en classe et à la participation des élèves.

Cibler les enfants de milieux défavorisés, en particulier pendant la petite enfance : les éléments dont on dispose montrent qu'il est important d'investir dans les compétences utiles, en particulier chez les enfants de milieux défavorisés, qui sont moins susceptibles de vivre dans un environnement familial propice au développement des compétences, valeurs et comportements essentiels. Ce « ciblage » peut être justifié au nom de l'efficacité mais aussi de l'équité.

Cibler les adultes défavorisés : le souci de l'équité signifie qu'il est important de prendre en compte ceux qui n'ont pas pu améliorer leurs compétences aux premières étapes de leur vie. Les faits semblent indiquer qu'améliorer les savoirs élémentaires des adultes peut aider à améliorer la santé, la citoyenneté et la confiance.

Établir des complémentarités dynamiques pendant tout le parcours scolaire : pour obtenir des effets durables au regard des retombées sociales, chaque étape du parcours éducatif doit être reliée aux autres étapes. Des actions précoces ne peuvent donner de bons résultats sur le long terme que lorsque les environnements pédagogiques ultérieurs sont synchronisés avec les investissements précoces.

Établir des complémentarités horizontales : si l'amélioration de la qualité de l'environnement pédagogique est essentielle pour favoriser des modes de vie sains et une citoyenneté active, ces efforts ne peuvent être fructueux que lorsque d'autres contextes sont harmonisés avec le cadre scolaire. Les parents et les collectivités locales jouent un rôle déterminant pour faire en sorte que l'enseignement et la formation produisent des retombées sociales élevées. Par exemple, des programmes scolaires de citoyenneté active seront probablement plus efficaces s'il y a suffisamment de possibilités de participer à des activités bénévoles pour les élèves là où ils vivent. Les initiatives scolaires visant à

encourager des modes de vie sains et une bonne alimentation ne fonctionneront que si les parents préparent des repas sains et évitent les comportements sédentaires à la maison.

Construire des organisations sociales qui récompensent le développement des compétences : les connaissances et les compétences acquises devraient être renforcées et encouragées dans l'organisation de la vie sociale après la fin des études formelles. Un cadre d'apprentissage ou un environnement professionnel de qualité récompensent également les individus pour leurs compétences, leur créativité, leur sens de l'innovation, etc. – ce qui facilite l'apprentissage par la suite. C'est important car le progrès social ne relève pas uniquement des systèmes d'éducation, sa responsabilité est partagée avec d'autres organisations sociales.

Promouvoir la cohérence des politiques : les résultats du projet de l'OCDE sur les retombées sociales de l'enseignement donnent à penser que la cohérence des politiques dans l'ensemble des secteurs et à tous les niveaux d'enseignement renforce l'efficacité, l'efficience et la pérennité des investissements réalisés sur plusieurs fronts en vue d'améliorer la santé, la citoyenneté, l'engagement politique et la confiance. C'est un défi de taille, dans la mesure où les pays de l'OCDE n'ont guère d'expérience en matière de renforcement de la cohérence des politiques dans les domaines de l'éducation, de la santé et du social. Les pouvoirs publics devraient investir dans la gestion des structures et des moyens d'action visant à améliorer la collaboration horizontale et la cohérence de l'action publique dans le cadre d'une stratégie globale du progrès social faisant intervenir l'ensemble des administrations.

Questions à examiner

1. Les décisions cruciales en matière d'éducation, concernant par exemple les budgets, prennent-ils en compte les retombées sociales au sens large de l'instruction, telles que la santé, la citoyenneté et la participation sociale ?
2. Comment formuler les politiques d'éducation pour renforcer les compétences non cognitives, les valeurs, les règles et les comportements concernant la santé, la citoyenneté et la participation sociale ?
3. Comment renforcer la cohérence des politiques dans l'ensemble des secteurs par exemple entre la politique de l'éducation et celle de la santé ?